

eco

EDITION FRANCOPHONE



EDITION FRANCOPHONE

Abonnez-vous
gratuitement

ECO est publié par les ONG. Cet exemplaire est produit de façon collective par les groupes du Réseau Action Climat mondial présents à la COP19 à Varsovie. Pour recevoir ECO par email chaque matin lors des négociations : envoyez un email vide à ecodiffusion-subscribe@rac-f.org mais aussi sur notre site www.rac-f.org/COP19-Varsovie-2013 et sur Twitter [@RACFrance](https://twitter.com/RACFrance)

LE REGARD DES ONG FRANCOPHONES SUR LA COP

Tous les rapports publiés en 2012 et 2013 par le GIEC, l'AIE, la Banque Mondiale, l'OMM et le PNUE sont unanimes : la planète se réchauffe sérieusement et n'épargne aucun continent. L'Afrique, en particulier, subit déjà les impacts dévastateurs des changements climatiques qui se traduisent par des inondations, sécheresses et autres événements extrêmes de plus en plus nombreux qui frappent des populations déjà pauvres et renforce leur vulnérabilité. Au même moment, le fossé entre nos efforts de réduction et la science ne cesse d'augmenter. Mais on peut encore garder l'espoir, car le rapport du GIEC nous dit qu'il est encore possible de limiter la hausse de la température du globe à 2°C, à condition que toutes les nations l'exigent et s'engagent à la COP19. Varsovie doit donc répondre à deux enjeux clés : parer au plus pressé en stabilisant le réchauffement climatique sous

un seuil « acceptable » tel que proposé par le GIEC avec, bien sûr, l'aide de tous les pays. En même temps, mobiliser assez de financements pour cette stabilisation ou à l'inverse, pour les réparations. Cela doit passer par (i) un appui financier et technique de tous les pays pour permettre à ceux qui ont moins de capacité de réduire leurs émissions, (ii) le financement de l'adaptation pour réparer les impacts existants et anticiper les impacts futurs et (iii) le financement des réparations pour les pertes et dommages irréversibles. Pour ce faire, tout ce qui ne sera pas acté à Varsovie retardera la négociation d'un accord à horizon 2015, et affaiblit son contenu. Varsovie doit impérativement permettre de rehausser les efforts de réduction jusqu'en 2020. L'urgence est de mise : il faut parer au plus pressé si on veut vraiment préparer 2015.

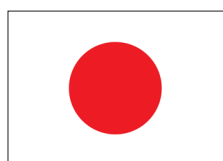
Joseph Kogbe

Japon, la politique de la terre brûlée ?

Selon les bruits qui courent, le Japon, troisième économie mondiale, s'apprêterait à annoncer un nouvel objectif pour 2020 ici à Varsovie. Ce serait sa contribution aux efforts de réduction du fossé gigatonne... normalement.

Mais ECO reste perplexe devant les chiffres repris par les médias. Au début, on s'est demandé si le Japon avait mis la virgule au mauvais endroit. Mais il semble que l'objectif aura bel et bien un chiffre de moins que ce qu'il devrait.

En réalité, si c'est ce chiffre qui est retenu, le Japon augmenterait ses émissions par rapport au niveau de 1990. La bonne blague ! ECO ne peut y croire et



attend du Japon qu'il présente un objectif à la hauteur de son programme « Cool Earth 50 » que le Premier ministre actuel a lancé pour réduire de 50% les émissions de CO2 d'ici 2050.

La catastrophe de Fukushima a confirmé que le nucléaire n'était et n'est pas la solution au changement climatique. C'est bien d'entendre que le gouvernement exclue le nucléaire de cet objectif, ce qui ne justifie pas pour autant un objectif aussi faible. ECO espère que deux ans et demi après le séisme et le tsunami qui ont frappé le Japon, ce dernier saura enfin passer aux 100% renouvelables et jouera un rôle moteur pour relever le niveau d'ambition climatique.

Sponsoring...

Tout le monde doit participer à la lutte contre les changements climatiques, et le secteur privé ne doit pas être en reste. Cela a été un choc d'apprendre que la présidence de la COP a invité les industries fossiles à sponsoriser ces négociations climat, alors que ces mêmes entreprises font de leur mieux pour lutter contre les politiques climatiques.

Regardez autour de vous. Les logos des industries fossiles sont partout dans le centre de conférence – sur les fontaines à eau, dans la salle de réception et sur les sacs de bienvenue. Et la clef USB... vous avez deviné ! Elle est remplie de présentations sur l'excellence environnementale de ces entreprises ! Pourtant les faits les plus importants ont été oubliés :

- **Alstom et PGE** (la compagnie énergétique polonaise publique) prévoient de construire une nouvelle centrale à charbon en Pologne, de 1,800MW – un monstre qui pourrait émettre environ 350 million de tonnes de CO2.

- **BMW** a récemment fait les gros titres de par sa généreuse contribution à la fête de Mme Merkel, la personne politique qui a appauvri la dernière réglementation européenne sur les émissions de CO2 des voitures.

- **Arcelor Mittal** un monster global, n'a pas seulement été un lobbyiste contre toute ambition dans les politiques climat européennes, mais a aussi été publiquement opposé aux réglementations mettant en place un prix du carbone en Afrique du Sud.

ECO est convaincu qu'aucun colifichet ne peut racheter ce que certaines de ces entreprises sont entrain de faire. Des sacs et des stylos ne son pas vraiment ce dont nous avons besoin de leur part, leur plus beau cadeau serait de laisser les fossiles dans le sol, et leurs intérêts hors des négociations climat.

AGRICULTURE : L'ADAPTATION EST L'ÂME DES NÉGOCIATIONS

La production mondiale de nourriture et la sécurité alimentaire sont menacées par la variabilité accrue du climat et par la fréquence d'événements météorologiques extrêmes. Pourtant les négociations sur l'agriculture n'avancent pas avec l'urgence nécessaire pour aider les populations pauvres autour du monde, notamment celles qui sont engagées dans les pratiques agricoles, à s'adapter aux impacts des changements climatiques. Une grande majorité de la population mondiale dépend ainsi des petits producteurs – que les changements climatiques menacent en particulier.

Tout en soulignant l'importance de l'atténuation des pratiques agricoles, les pays doivent mettre en place des garanties pour protéger la biodiversité, assurer un accès équitable aux ressources pour les populations rurales, garantir la sécurité alimentaire et le droit à l'alimentation, et se baser sur les savoirs locaux. Les pays développés doivent reconnaître qu'en ce qui concerne l'agriculture dans les pays en développement, la priorité reste la sécurité alimentaire, la durabilité et la résilience. Les pays doivent aussi délivrer des financements afin de promouvoir la biodiversité, la petite agriculture basée sur des principes agro écologiques, ainsi que le transfert et le développement de technologies adéquates en vue de l'amélioration de la durabilité des systèmes de production alimentaire.



REMERCIEMENTS

Le contenu de cet Eco relève de la seule responsabilité de Réseau Action Climat et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de ce partenaire. Le RAC-F remercie tous ceux qui ont participé à la rédaction et à la traduction de ce numéro : Ange Baimey, Simon Coquillaud, Célia Gautier, Emilie Johann, Joseph Kogben Lorelei Limousin, et Alix Mazounie.

Le «comment» de l'équité

Lors de la session d'ouverture de l'ADP hier, ECO a en vain espéré entendre des idées innovantes et courageuses sur la façon dont les pays peuvent répartir équitablement l'effort global. Nous sommes tous convaincus que l'équité est un enjeu clef, alors il nous faudrait décider du «comment»

La COP et l'ADP ont débuté avec des appels claironnant pour plus d'ambition – et la clé de l'ambition est l'équité. Votre mission cette semaine, chers pays, est d'aller au delà de vagues interventions sur la justice et de traduire les ô combien précieux principes de la Convention en une liste commune d'indicateurs de l'équité.

+1,5°C reste possible

les Parties ont demandé un avis d'expert pour assurer l'intégrité scientifique des discussions entre 2013 et 2015. Ils l'ont eu hier, avec les conclusions du premier groupe du rapport du GIEC. Les experts du GIEC ont fourni des conseils sur l'adéquation de l'objectif des 2°C au regard de l'objectif ultime de la Convention.



Le groupe de travail 1 confirme ce que tout le monde savait déjà : le réchauffement est incontestable, tout comme la responsabilité humaine ! Si nous voulons limiter les changements climatiques et ses impacts, il faut une réduction drastique et durable des émissions.

Il y a aussi des nouvelles plus reluisantes, la trajectoire « du pic et du déclin » (RCP2.6) pourrait limiter la hausse de la température moyenne de la planète à 1.5°C et augmenterait ainsi la probabilité d'atteindre l'objectif global de maintenir la planète en dessous des 2°C. C'est n'est pas facile, mais c'est toujours faisable !

Le Rapport du Groupe de travail 1 ne donne donc plus aucune excuse aux Parties pour repousser leurs engagements et les mesures d'atténuation d'ici et après 2020.

Le groupe de Travail 2 ne publiera son rapport complet qu'en Mars 2014 mais il est déjà évident que la non réduction de nos émissions dès maintenant signifie que l'objectif de 2°C ne sera pas atteint ! Le développement durable, la sécurité alimentaire et l'adaptation des écosystèmes se verraient alors sacrifiés.

La deuxième session du dialogue des experts du GIEC est à 15h aujourd'hui et continuera d'informer des conclusions de hautes importances.

Pour un petit coup de pouce, voilà quelques conseils sur le «comment» faire.

ECO pense qu'il y a cinq indicateurs cruciaux : l'adéquation, la responsabilité, la capacité, les besoins de développement et les besoins d'adaptation. Ce sont les indicateurs minimum qui sont requis pour opérationnaliser les principes d'équité majeurs de la Convention.

Le temps presse. Pour un résultat juste en 2015, Varsovie doit permettre de s'accorder sur un consensus sur les indicateurs qui doivent guider les pays dans la formulation de leurs engagements, et à l'aune desquels ceux-ci vont être révisés et renforcés si nécessaire.

Il n'y a pas de temps à perdre !

Fossile du Jour

Nous devons compter les nombreuses raisons pour lesquelles le **gouvernement polonais** mérite le Fossile du Jour.



La Pologne tient la liste de raisons la plus fournie jamais vue :

Raison n°1 : s'oppose systématiquement à l'action de l'Union européenne pour le climat

Raison n°2 : parraine un sommet sur le charbon au même moment que la COP mais n'organise aucun débat sur les opportunités des énergies renouvelables

Raison n°3 : invite les entreprises qui s'opposent ouvertement au changement climatique à sponsoriser la COP

Raison n°4 : permet à la voix la plus sale de l'industrie européenne (Business Europe) de représenter les entreprises à la pré-COP

Raison n°5 : publie des commentaires insensés sur son site web sur les opportunités économiques créées par la fonte de l'Arctique et sur les « pirates, écologistes et terroristes » des mers ;

Raison n°6 : Présente les délégués avec la rhétorique habituelle des climato sceptiques à travers l'application mobile même, en répétant la vieille rengaine « le changement climatique est un phénomène naturel, qui s'est reproduit (sic) plusieurs fois sur Terre »

Pologne, il n'est pas acceptable d'abuser de votre présidence de la COP pour promouvoir votre propre agenda charbon. Stop !

Rayon du Jour

Pour pour les Polonais amoureux des énergies renouvelables!

Le gouvernement polonais empêche le monde d'avancer et se comporte comme le service des relations publiques du charbon. Mais les Polonais



souhaitent embrasser un futur renouvelable et ne pas rester enfermé dans le passé. Pas moins de 89% des citoyens polonais souhaite augmenter la part des énergies renouvelables et plus de deux-tiers des Polonais (70%) préfèrent une politique énergétique qui soutienne les renouvelables. 73% des Polonais attendent de la Pologne qu'elle soit plus proactive dans les actions internationales afin d'éviter les catastrophes liées au changement climatique.

Chers Polonais, en vous remettant ce rayon du jour, nous vous remercions d'avoir choisi un futur sans chaos climatique. Il est grand temps que le premier ministre et son gouvernement écoutent son peuple et osent lancer une révolution énergétique basée sur l'efficacité énergétique et les renouvelables.